

Rapport annuel sur l'état de la France

Réconcilier la France

Déclaration du groupe des Personnalités qualifiées

Frédéric Boccara : « Cette année le Rapport annuel sur l'état de la France a une originalité : il relativise les 10 indicateurs sur lesquels il était basé depuis quelque temps.

Et pour cause. En matière de chômage et d'inégalités, on ne peut en rester à ceux-ci.

D'abord sur le constat.

1. Ainsi, dénombrer le nombre de gens ayant occupé un emploi, quel qu'il soit, un certain temps durant le mois écoulé pose des problèmes qui se voient de plus en plus. Nous observons certes un recul du taux de chômage ainsi calculé, mais il s'accompagne d'une augmentation du « halo » du chômage, comme on dit, c'est-à-dire du nombre de gens qui passent à un moment ou un autre au chômage, d'une augmentation des emplois à temps partiel ou à temps incomplet, d'une augmentation notable du nombre de contrats précaires dans le « stock » de l'emploi (et pas seulement dans les flux d'embauche).

Au total, une précarisation accélérée de l'emploi et dans le même temps une précarisation des revenus et des situations.

Bref, nous pourrions être en marche, « en marche » je dis bien, vers ce qu'on observe en Angleterre ou aux Pays-Bas (par exemple) et que les économistes dominants appellent de façon trompeuse le « plein-emploi ». C'est-à-dire plus d'emplois mais mités, précaires et appauvris.

Ce n'est pas ce genre de taux de chômage qui doit être notre cible. Ce n'est efficace ni pour la société, ni pour l'écologie, ni pour l'économie.

2. Au contraire, il s'agit de viser la sécurisation de chacune et chacun dans l'emploi, dans un parcours professionnel et de vie. Avec mes amis je parle d'une « sécurité d'emploi et de formation ». Mais peu importe, il nous faut en définitive des indicateurs de la sécurisation de l'emploi, du développement des personnes et de leur revenu.

Votre rapport a le mérite de permettre de s'en apercevoir.

3. Il a aussi le mérite d'insister sur les problèmes posés dans l'enseignement et dans la recherche (services publics et R&D des entreprises), sans trop se censurer sur la question des moyens financiers nécessaires et des politiques passées.

4. Vous avez raison d'insister sur l'enjeu majeur : non pas remettre en cause notre devise, « Liberté, Égalité, Fraternité », mais se donner les moyens de la réaliser.

5. Vous insistez à juste titre sur les discriminations de genre, même si le « mieux » dont vous parlez concerne plutôt le long terme que le court terme. Ce dernier faisant plutôt ressortir des tensions accrues, au croisement du genre et des classes sociales.

6. Vous abordez aussi les discriminations de type raciste (sans les nommer ainsi, ce qui est regrettable). C'est une bonne chose, mais je tiens à vous faire remarquer que l'outil statistique pour les mesurer est fort contesté, et souvent à juste titre.

Donc des éléments de diagnostic que je partage. Et une insistance sur les problèmes, car il faut bien les affronter. Sans pessimisme forcé. Et vous évitez aussi l'optimisme bien excessif du Rapport de l'an dernier.

Mais. Car il y a un mais. Et même plusieurs.

1. D'abord votre souci juste de distinguer le vécu subjectif et la réalité objective. Il ne vous évite pas le travers de culpabiliser les gens : le problème français serait-il surtout un manque de confiance dans l'avenir ?

Non. Je ne le crois pas.

Il faut mettre notre situation en regard de choix, d'orientations et d'idées, voire aussi de pouvoirs et d'institutions.

2. Ainsi, il faut s'interroger sur les politiques continuelles de baisse du coût du travail, engagées depuis des décennies. Et qu'on veut poursuivre ! Comme s'il n'y avait qu'un seul coût ! Comme si le coût du capital n'existait pas ! Et alors que les dépenses nouvelles devraient viser l'immatériel et les capacités humaines, y compris le développement des services publics.

3. Pourquoi cette insistance sur la transmission du patrimoine ? Patrimoine dont on déplore par ailleurs qu'il soit une forte source d'inégalités.

4. Je suis aussi en désaccord avec la proposition concernant le logement social : demander aux gens de les quitter lorsqu'ils dépassent un certain seuil est un principe qui conduirait à « ghettoïser » encore plus nos cités populaires, voire à donner un signal de précarisation des situations, et qui ne pose pas le problème majeur qui est celui du volume global de nouveaux logements sociaux.

Et puis, quels sont nos atouts et moyens ?

1. D'abord, les ingénieurs, les chercheurs, les ouvriers, tous les salariés, les créateurs, le stock de connaissances, de savoir-faire ; bref, le monde du travail et de la création, et toute la capacité de notre tissu économique, d'entreprises et de services publics. Peut-être faudrait-il mieux en faire l'état des lieux, notamment si nous nous considérons comme « l'assemblée du futur » : leur précarisation devrait nous inquiéter !

2. Deuxièmement nos services publics. Ce sont des atouts décisifs. Il leur manque des indicateurs plus systématiques.

3. Enfin l'argent. Plus précisément nos banques. Elles font partie de nos atouts. Elles peuvent être un formidable levier. Nous en avons convenu lors de l'avis sur les PME/TPE voté ici à la majorité. Or quelle est leur situation et quelle a été leur activité durant l'année 2016 ? Elles utilisent pourtant essentiellement l'argent des salariés et des retraités.

Mais comment cet argent est-il utilisé ?

Malheureusement, les indicateurs qu'on a, par ailleurs, montrent un accroissement des exportations de capitaux. Ils ne sont pas encourageants, de mêmes ceux montrant la financiarisation accrue des revenus et leur extraversion exagérée ou la disparition de l'excédent des services – possible indication d'une recrudescence de fuite de matière fiscale par les grandes multinationales vers des pays à fiscalité dite « accommodante ».

4. On devrait aussi s'interroger sur l'utilisation des disponibilités financières nouvelles des entreprises en 2016.

Bref, nous aurions pu mettre en lumière des leviers, voire des pouvoirs et institutions pour faire évoluer dans le bon sens cette utilisation de l'argent. Ceci non seulement en France, mais aussi en Europe, en questionnant, là, l'activité et les modes d'action de la BCE.

Il est regrettable que cela n'ait pas été fait.

Les problèmes posés par le Rapport résident surtout dans les silences du diagnostic comme des recommandations. J'ai bien peur de ne pas en partager les silences, si l'on peut dire... !

Dans le doute, et en poussant à une amélioration pour le prochain rapport, j'ai choisi finalement de voter pour ».

Sophie Thiery : « Ce Rapport est d'une grande richesse et utile pour le débat public, d'abord parce que ces 10 indicateurs affinent le portrait de la France au-delà des seuls indicateurs économiques, mais aussi grâce au travail collectif des sections et à la pertinence des recommandations des rapporteurs.

On ne peut que partager le constat, renforcé après la séquence électorale que nous venons de passer, que la France a effectivement besoin d'être réconciliée pour relever les défis du XXI^e siècle en n'en excluant personne sur l'autel du progrès.

Alors je voterai pour lutter contre les inégalités, pour réorienter de façon massive la politique de santé vers la prévention, ou encore pour renforcer les moyens et l'efficacité de la recherche. Évidemment je voterai pour lutter contre les non recours sociaux, sujet récurrent de nos derniers avis et tant mieux si cela devient un des fers de lance du CESE. Faut-il encore rappeler que les aides non perçues représentent 36 fois plus que la fraude ? La première recommandation pourrait être de veiller à ne pas stigmatiser les populations les plus en difficultés et concentrer nos efforts sur l'accompagnement des personnes.

Mais ce qui m'a paru évident à la lecture de ce Rapport c'est que nous sommes tous concernés.

En matière d'emploi, de recherche, d'écologie, nous peinons à prendre la mesure des transformations en cours, à changer d'échelle, à nous engager résolument dans des voies nouvelles.

Or nous ne vivons pas une crise mais bien une mutation de société qui nécessite de sortir du pessimisme auto réalisateur. (Et en matière de pessimisme les français s'y connaissent : dans son

introduction le Rapport indique que nous nous classons en tête de 26 pays développés et émergents sur ce sujet). D'ailleurs, les rapporteurs appellent la société toute entière à se mobiliser et à devenir innovante pour relever les défis démographiques, écologiques et numériques de ce siècle.

La transition numérique en particulier transforme radicalement de nombreux domaines : modes de consommation, organisation de la production et du travail, transport, logement... En matière d'emploi et de travail son impact est déjà une réalité. Après l'expérience concrète des interfaces numériques, de la digitalisation de process, de l'imprimante 3D, etc., nous abordons le développement de l'intelligence artificielle (robotisation) avec les mêmes appréhensions allant des pires craintes (destruction massive d'emplois, fin du travail) aux plus grands espoirs de libérer l'homme en supprimant les tâches pénibles, répétitives ou dangereuses, et en développant de nouvelles opportunités d'emplois.

Ma conviction – qui rejoint les préconisations en matière de qualité des emplois auxquelles j'adhère totalement – ma conviction est qu'anticiper et faire les bons investissements pour préparer l'avenir nécessite avant tout l'élévation des qualifications de tous. Aujourd'hui encore en focalisant les allègements de charge sur les bas salaires, nous persistons à soutenir des emplois non qualifiés, les plus menacés par la robotisation et nous n'encourageons pas l'ouverture de nouveaux gisements d'activité que permettent la révolution numérique et qu'exigent les défis environnementaux et démographiques.

Anticiper, innover, accompagner, former, assurer une protection effective. Ce ne sont pas là des ambitions démesurées. Ce sont les nécessités pour ne pas subir les transformations en cours mais pour préparer la société que nous voulons ».